



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Rapport 2020-2021

du Conseil fédéral sur la participation de la Suisse au Conseil de partenariat euro-atlantique et au Partenariat pour la paix

Berne, le 22 juin 2022

Table des matières

1. Aperçu	
2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats souples	4
2.1 Sommet de l'OTAN	4
2.2 Rencontres ministérielles de l'OTAN	4
2.3 Rencontre des chefs d'armée	4
2.4 Consultations politiques	5
2.5 Rencontres des ambassadeurs	5
2.6 Activités de nature politique	5
2.7 Visites bilatérales et conférences	6
2.8 Formats informels de partenariat	6
3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)	8
3.1 Coopération dans les domaines civils	8
3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense	8
3.1.2 Droit international humanitaire	8
3.1.3 Participation de la Suisse aux fonds d'affectation spéciale	8
3.1.4 Plans civils d'urgence	9
3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises	9
3.1.6 Autres activités civiles	9
3.2 Coopération dans les domaines militaires	10
3.2.1 Amélioration de l'interopérabilité militaire	10
3.2.2 Coopération dans des domaines spécifiques	10
3.2.3 Offres en matière de formation et programmes de soutien régionaux	11
3.2.4 Coopération en matière d'armement et de recherche	12
4. Activités des centres de Genève	13
4.1 Centre de politique de sécurité – Genève (GCSP)	13
4.2 Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)	14
5. Annexes	16
5.1 Cours d'instruction du PPP en Suisse	16
5.2 Host Nation Support accordé par la Suisse (à partir de 20 personnes)	18
5.3 Exercices dans le cadre du PPP	19
5.4 Autres manifestations	20
5.5 Finances	20
5.6 Abréviations	21
5.7 Liens	22

1. Aperçu

Le 14 juin 2021, les dirigeants des pays de l'OTAN se sont réunis pour un sommet à Bruxelles. Alors que les dernières années avaient été marquées par de nombreuses turbulences internes à l'Alliance, ce sommet était l'occasion pour l'OTAN de serrer les rangs, en particulier face à Pékin et Moscou. Il s'agissait de démontrer l'harmonie transatlantique. Les membres de l'Alliance se sont surtout inquiétés des ambitions déclarées de la Chine en Europe et la menace grandissante du renforcement militaire de la Russie. Les événements récents en Ukraine sont propres à renforcer cette tendance.

Pour ce qui est de l'Alliance elle-même, durant la période sous revue, l'accent a été mis sur la poursuite de son développement conformément à l'Agenda 2030 (qui vise à faire en sorte que l'Organisation reste forte militairement et qu'elle se renforce davantage encore sur le plan politique). Ces travaux se refléteront aussi dans l'élaboration en cours du prochain concept stratégique. Si les tâches principales de l'OTAN ne devraient pas significativement changer, les partenariats au sens large, et surtout les partenaires comme la Suisse, ne constituent pas une priorité pour l'OTAN. Toutefois, dans un avenir prévisible et encore davantage suite à l'invasion russe en Ukraine, l'Alliance restera le principal garant de la sécurité de l'Europe occidentale et demeurera donc importante aussi pour la Suisse.

Si l'OTAN semble aller mieux depuis le changement d'administration à Washington, sur le fond, diverses ambiguïtés demeurent. Ainsi, l'unilatéralisme américain n'est pas sans interpeller en regard du retrait militaire d'Afghanistan. De même, l'Alliance ne s'est pas montrée en mesure de rappeler la Turquie à l'ordre (p.ex. achat de matériel militaire russe). Finalement, la désignation de la Chine comme un défi systémique demeure une question controversée, la problématique concernant davantage la zone Indopacifique, traditionnellement peu au centre des préoccupations de l'OTAN. Le rapport de force au sein de l'Alliance semble donc s'être encore renforcé au bénéfice des États-Unis. L'invasion russe en Ukraine devrait cependant redonner sa place à l'OTAN et permettre définitivement de resserrer les rangs au sein de l'Alliance.

Entourée par les pays de l'OTAN, la Suisse bénéficie indirectement d'une OTAN forte. Il est donc à espérer, pour la Suisse aussi, que la sérénité retrouvée au sommet 2021 perdure. D'autant que l'OTAN demeure incontournable, comme principal acteur de sécurité à notre périphérie. Ceci étant dit, au-delà de la coopération pratique, il existe un risque que divers alliés souhaitent réduire les partenariats à la seule coopération militaire respectivement opérationnelle. La tendance est surtout de développer continuellement les relations avec des partenaires comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée, voir l'Inde. L'Alliance semble opérer, pour ce qui est des partenariats également, une sorte de virage asiatique. De manière générale, l'intérêt pour les partenariats est devenu plus spécifique et transactionnel : seuls les partenaires pouvant contribuer aux défis de l'OTAN, que ce soit la Chine, ou, de manière encore plus flagrante la Russie, semblent capter l'attention de l'Alliance. Il s'agit dans ce dernier cas par exemple de l'Ukraine (durant la période sous revue) et la Géorgie, mais aussi de la Finlande ou la Suède. Alors même que 2021 marquait le 25ème anniversaire de la participation de la Suisse au PPP, des efforts seront à déployer afin que la dimension politique et stratégique des partenariats ne soit pas abandonnée, ni d'ailleurs l'idée de la sécurité coopérative et ce malgré le comportement de la Russie.

Malgré tout, la coopération pratique de la Suisse avec l'OTAN a été peu impactée par ce contexte politique. Les connaissances que génère l'Alliance et les standards qu'elle promeut restent essentiels pour notre Armée. En 2020 et 2021, c'est surtout la situation liée à la pandémie qui a engendré une réduction des interactions. Ainsi, le nombre de cours p.ex. a diminué en comparaison des années précédentes, la conduite de toutes les activités virtuellement n'ayant pas été possible. Les coûts liés à la participation au PPP s'en voient également réduits. Certains développements de l'OTAN se font cependant dans des directions laissant entrevoir des possibilités accrues de coopération pour un partenaire tel que la Suisse, notamment avec des thèmes comme le cyber, l'innovation et la résilience. Ces thèmes sont également des points forts du nouveau rapport sur la politique de sécurité.

2. Consultations au sein du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et dans le cadre des formats souples

2.1 Sommets de l'OTAN

Le 14 juin 2021, les dirigeants des pays de l'OTAN se sont réunis à Bruxelles pour un sommet. L'objectif principal de la rencontre était de démontrer l'harmonie transatlantique avec la première apparition du président américain Biden. Alors que l'engagement des Etats-Unis en faveur de la défense collective est à nouveau sans équivoque, les alliés européens ont réagi avec peu d'enthousiasme aux efforts visant à renforcer l'orientation vers la concurrence entre les grandes puissances.

Sur le plan du contenu, le développement de l'OTAN selon l'Agenda 2030 était au premier plan. Les principaux acquis sont un dialogue politique renforcé, un accent sur l'innovation et la mission de développer le prochain concept stratégique d'ici au sommet de 2022. Par contre, la discussion se poursuit sur l'octroi par les Alliés de fonds supplémentaires à l'OTAN pour compenser les coûts liés à l'initiative de dissuasion et de défense et à d'autres éléments de l'Agenda 2030.

2.2 Rencontres ministérielles de l'OTAN

En 2020 et 2021, le Conseil de l'Atlantique Nord s'est réuni quatre fois au niveau des ministres de la Défense et quatre fois au niveau des ministres des Affaires étrangères. Le 01.06.2021, il s'est réuni par vidéoconférence dans un format commun aux ministres des Affaires étrangères et de la Défense (Jumbo-Ministerial). En outre, les ministres des Affaires étrangères se sont réunis le 20.08.2021 lors d'une réunion extraordinaire, également par vidéoconférence. Ces rencontres ont permis de mettre en évidence les changements intervenus au cours de la période sous revue. La Macédoine du Nord a aussi été admise comme 30^{ème} membre en mars 2020.

En 2020, la COVID-19 a été la thématique dominante du premier semestre. Sinon, il s'est surtout agi d'une année d'attente en raison de la campagne électorale américaine. L'affirmation de "mort cérébrale" du président français Macron a aussi eu des répercussions. En réponse, le Secrétaire général Stoltenberg a lancé l'agenda de réforme 2030, qui a été discuté pour la première fois au niveau ministériel lors de la réunion du second semestre. L'espace, avec notamment l'établissement d'un centre de compétences pour les opérations dans l'espace, a aussi occupé les ministres.

En 2021, les réunions en présentiel ont repris. Alors que le premier semestre de l'année, un vent d'optimisme a soufflé et a conduit à l'adoption du programme de réforme OTAN 2030 et au lancement d'un prochain concept stratégique, l'OTAN a ensuite été brutalement confrontée aux événements en Afghanistan. Quelques mois plus tard, l'attention s'est tournée vers l'Est. La Russie et les tensions à la frontière avec l'Ukraine et la Pologne ont été le thème dominant.

La Suède, la Finlande et l'UE, ainsi que la Géorgie et l'Ukraine, ont été invitées à plusieurs réunions sur des thèmes liés à la sécurité européenne. Alors qu'en 2020, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont également été invités à discuter de la Chine, une réunion similaire prévue à Riga fin 2021 a été victime du regain d'attention porté à la Russie et des désaccords sur AUKUS.

2.3 Rencontres OTAN des chefs d'armée

Les rencontres des chefs d'armée de l'OTAN se déroulent trois fois par année. Pendant ces rencontres, il incombe aux chefs d'armée de discuter entre autres des opérations militaires et des missions de l'OTAN au niveau stratégique et opérationnel. La Suisse est invitée à participer à une ou deux de ces rencontres, en fonction des formats (par exemple KFOR). En janvier 2020, pour la première fois depuis 2018, la Suisse a participé à une rencontre des chefs d'armée. En tant que contributeur de troupes, notre pays est invité à toutes les rencontres en format KFOR.

En 2020, lors de la première rencontre des chefs d'armée, l'accent a été mis sur la mission de l'OTAN en Irak, qui a été suspendue dès l'assassinat du général iranien Soleimani par les forces américaines le 3 janvier 2020. Les participants ont également abordé la question du flanc sud de l'OTAN, se prononçant en faveur d'une coopération plus intensive avec les partenaires de la région, notamment l'Union africaine, ainsi que d'autres organisations internationales, y compris l'UE et l'ONU. Les développements de nouvelles armes telles que des armes hypersoniques ont également fait partie des discussions.

En 2021, le retrait des troupes en Afghanistan a été le principal sujet du second semestre. Concernant le Kosovo, la nécessité de maintenir un environnement stable et sécurisé a été réaffirmée. D'autres sujets ont également occupé les chefs d'armée : la pandémie, la coopération avec l'UE ou encore l'agenda 2030.

La situation en Ukraine a été un thème important en fin d'année 2021, notamment avec la mobilisation de troupes russes le long de la frontière ukrainienne. Par le biais de partenariats renforcés, l'Alliance entend projeter une stabilité internationale et renforcer la sécurité en dehors de son territoire. Dans cette optique, les chefs d'armée ont rencontré, en 2021, les commandants en chef de l'Ukraine et de la Géorgie.

2.4 Consultations politiques

Depuis 2012, le DDPS et le DFAE conduisent conjointement des discussions (*staff talks*) annuelles avec l'OTAN. L'objectif est de maintenir un contact régulier, échanger sur les questions de politique de sécurité et sur l'avenir des partenariats, ainsi que de discuter les bases de la coopération entre l'OTAN et la Suisse.

En raison de la pandémie, le contact en 2020 s'est limité à un entretien virtuel avec la secrétaire générale adjointe pour les affaires politiques et la politique de sécurité (PASP), Bettina Cadenbach. Les principaux thèmes abordés ont été la situation en matière de politique de sécurité, le développement des partenariats, ainsi que le symposium sur les partenariats prévus par l'OTAN à Genève.

En 2021, les Staff Talks prévus ont dû être annulés à court terme en raison de la pandémie.

2.5 Rencontres des ambassadeurs

Au cours de la période sous revue, deux réunions du Conseil de l'Atlantique Nord (CAN) ont eu lieu avec la participation de la Suisse - toutes deux en 2021. Une réunion au format des pays contributeurs de troupes de la KFOR a permis d'échanger des informations sur la situation au Kosovo et l'état d'avancement de l'opération KFOR. Lors d'une réunion du CAN avec les cinq partenaires d'Europe occidentale, la Suisse a souligné l'importance du dialogue politique et a cité les champs thématiques cyber, innovation et résilience comme priorités pour le développement futur du partenariat.

2.6 Activités de nature politique

La Suisse participe régulièrement à des réunions dans les Comité des partenariats et de la sécurité coopérative (*Partnerships and Cooperative Security Committee - PCSC*) et Comité des orientations opérationnelles (*Operations Policy Committee - OPC*).

En 2020 et 2021, la Suisse a participé à plusieurs réunions du PCSC en vue du symposium du partenariat à Genève. Le directeur du DCAF a notamment été invité à s'exprimer sur le renforcement des capacités, et le directeur adjoint de l'armement a informé le PCSC sur l'innovation chez armasuisse. En outre, des réunions de l'OPC ont été organisées pour discuter des rapports trimestriels sur la KFOR. En tant que pays contributeur de troupes, la Suisse s'exprime lors de ces rencontres. En 2021, la Suisse a en outre pu échanger avec les pays de l'OTAN sur le contrôle des armements dans le domaine des missiles, dans le cadre du comité de prolifération. La Suisse est également représentée aux réunions du groupe de travail ad hoc sur les armes légères et les mines, ainsi qu'à diverses réunions dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de développement des capacités

destinées à certains partenaires. S'y ajoutent des groupes de travail consacrés aux femmes, à la paix, à la sécurité et à la protection des civils. En 2021, il a en outre été possible de siéger dans un groupe de travail sur la résilience.

La Suisse met à disposition de l'OTAN deux experts en tant que contributions nationales volontaires (VNC). Le premier travaille depuis plusieurs années en tant qu'expert suisse dans le domaine des armes légères et des mines. Le second expert contribue depuis 2019 au travail du Bureau de l'Unité de sécurité humaine en tant que spécialiste dans les domaines de la protection des populations civiles et des femmes, de la paix, de la sécurité.

2.7 Visites bilatérales et conférences

En 2020, la Suisse aurait été le premier partenaire de l'OTAN à accueillir le symposium du partenariat *OTAN 360* à la "Maison de la Paix" à Genève, contribuant ainsi au renforcement du dialogue entre alliés et partenaires. En raison de la situation pandémique, l'organisation physique du symposium a été reportée à 2022. Une édition virtuelle a été organisée par l'OTAN en 2021. La Suisse y a participé activement et a plaidé pour plus de dialogue et d'implication des États partenaires. En outre, fin 2021, la Suisse a lancé un processus de dialogue informel dans cinq groupes de travail avec les Alliés, les partenaires et le secrétariat de l'OTAN en vue du symposium de Genève de 2022.

En 2021, la Suisse a organisé, en collaboration avec le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), un échange informel (Chambésy Roundtable) sur la sécurité européenne dans le but de promouvoir un dialogue ouvert et constructif, de contribuer à renforcer la confiance mutuelle et d'œuvrer à l'établissement de canaux de communication. Outre des représentants de haut niveau d'États et d'organisations (OSCE, OTAN), des experts en politique de sécurité ont été invités. La Suisse est parvenue à jouer un rôle de médiateur et à proposer une plateforme de dialogue également très appréciée par l'OTAN.

En 2021, la Suisse a également participé à la conférence annuelle des responsables nationaux de la transformation des forces armées (Chiefs of Transformation). Intitulé *Alliance Warfare Development Conference*, cet événement avait pour but d'expliquer et d'harmoniser les initiatives nationales en matière de développement des forces armées, de créer des communautés d'intérêt et d'échanger les meilleures pratiques dans ce domaine.

La Suisse est invitée chaque année à la *Military Strategic Partnership Conference* (MSPC). Cette conférence est l'occasion de discuter du développement d'instruments de partenariat et de mener des discussions bilatérales entre l'OTAN et les États partenaires afin de déterminer l'utilisation de ces instruments pour l'année à venir. En raison de la pandémie, les éditions 2020 et 2021 n'ont pu avoir lieu que virtuellement et seules les discussions bilatérales ont été menées.

2.8 Formats informels de partenariat

Du côté politique, le principal format informel de partenariat est le WEP 5 (*Western European Partners*), réunissant la Suisse, l'Autriche, la Finlande, l'Irlande et la Suède. Ce groupe organise régulièrement des échanges avec des représentants de l'Alliance. La Suisse partage souvent les mêmes intérêts que les autres pays du WEP 5 et peut ainsi se servir de cette plateforme pour avancer ses intérêts, surtout depuis le recentrage de l'OTAN sur ses principes traditionnels de la défense et dissuasion. L'OTAN offre aux WEP 5 un accès privilégié aux informations liées à son développement.

Pour ce qui est des formats informels militaires, le groupe de conseil sur l'interopérabilité des partenaires (*Partner Interoperability Advocacy Group* – PIAG) est le groupe qui défend les intérêts communs de certains Partenaires dans le cadre de la coopération militaire avec l'OTAN, dans le but d'améliorer le niveau d'interopérabilité. Le PIAG permet à la Suisse d'intensifier ses échanges d'informations et lui donne la possibilité de profiter au mieux d'un réseau constitué de sept nations Partenaires (Australie, Autriche, Finlande, Irlande, Nouvelle Zélande, Suède, Suisse), lesquelles ont souvent des intérêts similaires avec la Suisse, même si le niveau de leurs ambitions avec l'OTAN diverge. En plus, le PIAG offre un

dialogue utile avec la Belgique qui co-préside le groupe et garantit l'accès à l'OTAN. Les contributions du PIAG (appelées PIAG Informal Papers) leur confèrent en outre davantage de poids dans la collaboration avec l'OTAN.

Lors des années 2020 et 2021, le PIAG a produit deux Informal Papers, conduit un atelier thématique. Le premier de ces deux Informal Papers s'est concentré sur l'importance du soutien qui doit être octroyé aux partenaires ainsi que sur le développement et le renforcement de la cohésion, de la cohérence et de l'interopérabilité. Le second s'est focalisé sur la synchronisation entre l'Alliance et les nations PIAG ainsi que sur les efforts déployés dans le cadre des Technologies émergentes et de rupture. L'atelier organisé en 2021 avait pour thème la COVID-19 et la résilience. Israël y a également contribué.

3. Coopération au sein du Partenariat pour la paix (PPP)

3.1 Coopération dans les domaines civils

3.1.1 Réforme du secteur de la sécurité et mise sur pied d'institutions de défense

Durant la période sous revue, la Suisse a poursuivi son soutien à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale, ainsi que dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Le but est de promouvoir la mise sous contrôle civil et démocratique de différents organes de sécurité (armée, police et autres services de sécurité) et de lutter contre la corruption. Pour atteindre cet objectif, une initiative de renforcement de l'intégrité (Building Integrity) a été lancée en 2007 et un fonds d'affectation spécial a été établi pour la mise en œuvre des projets. La Suisse, en collaboration avec la Belgique, la Bulgarie, la Norvège, la Pologne et le Royaume-Uni, apporte non seulement un soutien de fond, mais contribue également financièrement à la mise en œuvre de l'initiative.

Le DCAF, qui a fait œuvre de pionnier pour la RSS, est le principal instrument par lequel la Suisse apporte son expertise et contribue à la mise en œuvre de l'initiative. Cette contribution comprend le soutien à l'élaboration et au développement de lignes directrices dans le domaine de la RSS ; la mise à disposition de l'expertise du DCAF pour des missions de conseil et des formations ; et une contribution financière générale au fonds d'affectation spéciale pour le renforcement de l'intégrité du secteur de la sécurité. La Suisse a aussi poursuivi son soutien à la mise en œuvre de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité des Nations unies. Dans ce contexte, la Suisse a envoyé une experte dans ce domaine à l'OTAN pour soutenir la chargée de mission de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité, afin de promouvoir la mise en œuvre de la résolution 1325 de l'ONU auprès des pays alliés et partenaires.

3.1.2 Droit international humanitaire

Durant la période sous revue, la Suisse a poursuivi son engagement en faveur de la formation au droit international humanitaire. Le GCSP a organisé un échange sur les aspects politico-juridiques des activités de l'OTAN à l'intention des conseillers juridiques des pays alliés et partenaires. A moyen terme, le GCSP prévoit d'élargir son offre de formation en introduisant un programme spécial sur les aspects juridiques de la sécurité. Il s'agira par exemple de contribuer à sensibiliser sur les normes dans l'utilisation des nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle.

3.1.3 Participation de la Suisse aux fonds d'affectation spéciale

Les fonds d'affectation spéciale du PPP ont deux objectifs : soutenir la réforme du secteur de la sécurité (voir 3.1.1) et aider les pays partenaires à détruire leurs stocks de mines antipersonnel suite à l'adoption de la Convention d'Ottawa (1997) ; approche étendue par la suite à la destruction des surplus de munitions, d'explosifs, d'armes légères et de petit calibre, ainsi que pour la sécurité des stocks de ces ressources. En 2021, l'OTAN a décidé d'adopter une nouvelle directive sur ces fonds d'affectation spéciale afin de répondre à la complexité croissante de la mise en œuvre des projets.

Durant la période sous revue, la Suisse a soutenu des projets en Ukraine (élimination de munitions conventionnelles, d'armes légères et de petit calibre), en Serbie et en Jordanie (élimination de munitions excédentaires, renforcement des capacités pour la surveillance systématique des munitions et l'analyse environnementale) et dans le domaine du renforcement de l'intégrité, ainsi que dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité.

3.1.4 Plans civils d'urgence

La planification civile en cas d'urgence de l'OTAN couvre tant l'appui civil aux opérations militaires et l'assistance aux autorités nationales en cas de catastrophe et de situation d'urgence civiles que la protection de la population contre les armes de destruction massive.

Au cours de la période sous revue, le Comité des plans d'urgence dans le domaine civil (*Civil Emergency Planning Committee*, CEPC) a poursuivi ses travaux centrés sur la résilience des sociétés et les a notamment complétés à partir des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19. En juillet 2021, l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE), en collaboration avec l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP), a informé le groupe de travail Protection civile (*Civil Protection Group*, CPG) de l'OTAN de l'état d'avancement des travaux de mise en œuvre des sept exigences de base (*Seven Baseline Requirements*) en Suisse, une analyse visant à améliorer la préparation civile (résilience). Le feed-back reçu a été extrêmement positif. Le CPG a par la suite adopté l'approche suisse et la préconise depuis lors en tant que « bonne pratique » (*Best Practice Recommendation*). Une contribution réussie qui vient consolider la renommée de la Suisse.

En raison de la pandémie, les activités du groupe de travail sur la santé, l'agriculture et les denrées alimentaires (*Joint Health Agriculture and Food Group*, JHAFG) et du groupe de travail sur les ressources industrielles et les services de communication (*Industrial Resources and Communications Services Group*, IRCSG), qui sont principalement soutenus par l'OFAE, ont été suspendues. Pour les mêmes raisons, les rencontres bilatérales régulières de l'OFPP et de l'OFAE avec des représentations de pays partenaires de l'OTAN ont également été reportées.

En mars 2021, l'OTAN a informé la Suisse que le CPG recherchait un nouveau 2^{ème} président suppléant et qu'elle se réjouirait de recevoir une candidature de la Finlande et de la Suisse. Toutes deux ont fait part de leur intérêt. C'est finalement la candidature finlandaise qui a été retenue en juin 2021.

3.1.5 Coopération dans le cadre de la gestion des crises

Les cours sur la gestion de crise, qui étaient prévus pendant la période sous revue, ont dû être annulés en raison des restrictions de voyage liées à la pandémie. Ces cours, organisés par l'OFPP avec le soutien du Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), s'inscrivent dans le cadre des activités actuelles de l'OTAN visant à faire face aux risques d'origine naturelle, sociétale et technique, accrus par le changement climatique, les pandémies, les pénuries d'électricité et les interdépendances qui en découlent entre les systèmes. Ces cours seront à nouveau organisés dès 2022.

En novembre 2021, le Comité des plans d'urgence dans le domaine civil a créé deux nouveaux groupes de travail ad hoc, « Résilience sociétale » et « Changement climatique », dont les membres devront avoir de l'expérience dans le domaine de la gestion de crise. Sur la base du rapport « Changement climatique et protection de la population » publié en novembre 2021, l'OFPP dispose de bases actuelles qui sont également pertinentes pour le groupe de travail ad hoc « Changement climatique ».

3.1.6 Autres activités civiles

En 2021, le DFAE a organisé une table ronde virtuelle avec FORAUS à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de l'adhésion de la Suisse au PPP. Les discussions ont porté sur des questions relatives à la résilience des sociétés et aux défis de la pandémie en matière de politique de sécurité. En outre, pour sensibiliser la population suisse, une campagne Twitter a aussi été organisée dans le cadre de cet anniversaire afin de présenter les différentes contributions de la Suisse au PPP et souligner leur utilité pour la sécurité de la Suisse.

3.2 Coopération dans les domaines militaires

3.2.1 Amélioration de l'interopérabilité militaire

L'armée utilise le PPP et ses instruments (exercices, cours, groupes de travail) afin d'échanger des connaissances et des expériences. Elle profite également du savoir-faire, des connaissances et de l'expertise des partenaires sur la doctrine militaire et les procédures d'engagement, ainsi que sur les exigences posées en termes de matériel, d'instruction, de personnel et d'organisation dans le cadre de la conduite d'actions militaires.

La coopération dans le cadre du PPP est l'instrument central pour améliorer la coopération militaire (interopérabilité), en particulier pour les parties de l'armée qui doivent être en mesure de coopérer au niveau international (par exemple les forces aériennes ou SWISSINT). Des moyens interopérables et des procédures standardisées sont indispensables pour la coopération avec d'autres États. La coopération dans la formulation et le développement de normes communes est donc importante pour l'armée.

Dans ce contexte, le processus de planification et d'examen (PARP) a également été poursuivi. En 2021, un nouveau cycle de planification a été initié. Lors des discussions entre l'OTAN et la Suisse, des objectifs de coopération non-contraignants et conformes à l'orientation de la politique de sécurité suisse et au processus de réforme de l'armée ont été définis. Parmi ces 21 objectifs figurent trois nouveaux objectifs relatifs à des contributions suisses à des missions de paix dirigées par l'OTAN sous mandat de l'ONU ou de l'OSCE. Ils reflètent les capacités que la Suisse pourrait en principe mettre à disposition de l'OTAN pour d'éventuelles missions de promotion de la paix.

La coopération multilatérale en matière d'instruction est importante pour l'armée afin d'améliorer sa capacité à collaborer dans des domaines spécifiques. Les cours et les modules de formation proposés par le Partenariat sont donc principalement utilisés pour la formation continue du personnel professionnel et pour la formation militaire de spécialistes. Les exercices permettent d'évaluer les propres aptitudes et capacités, par exemple d'examiner les processus de travail de commandement, de conduite et d'état-major, la doctrine militaire et les procédures d'engagement, les moyens techniques et les capacités de coopération. Les exercices sont principalement utilisés par l'armée pour tester l'équipement technique, acquérir une expérience individuelle et la capacité de coopérer militairement dans des opérations de promotion de la paix.

Comme autre instrument de coopération militaire et d'échange de savoir-faire, de connaissances et d'expériences, l'armée a détaché temporairement cinq représentants auprès de quartiers généraux ou d'institutions de l'OTAN : un officier au quartier général stratégique militaire du Commandement allié Opérations (*Allied Command Operations - ACO*) à Mons en Belgique, ainsi qu'au quartier général du Commandement allié Transformation à Norfolk aux États-Unis, un officier au Collège de défense de l'OTAN à Rome en Italie, ainsi que deux sous-officiers supérieurs à l'École de l'OTAN à Oberammergau en Allemagne.

3.2.2 Coopération dans des domaines spécifiques

Réseau de mission fédéré

En 2020 et 2021, la participation au programme de réseau de mission fédéré (*Federated Mission Networking - FMN*) a été poursuivie. La participation à FMN permet à l'armée de mieux se mettre en réseau avec les forces opérationnelles multinationales lorsque cela est nécessaire, par exemple dans le cadre d'opérations de maintien de la paix. Aucun engagement n'est pris à cet égard. Afin de pouvoir atteindre le niveau d'ambition auquel aspire la Suisse, un officier de liaison demeure détaché auprès du secrétariat de FMN au sein du Commandement suprême des forces alliées en Europe (*Supreme Headquarters Allied Powers Europe - SHAPE*). Ce dernier suit l'évolution de FMN et représente directement les intérêts suisses dans le cadre de ce programme.

Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions

Le Centre d'information et d'analyse sur la sécurité des munitions de l'OTAN (*Munitions Safety Information Analysis Center - MSIAC*) offre des services de conseil technique dans le domaine de la sécurité des munitions à ses pays membres. Actuellement, 16 Etats composent le MSIAC. Durant la période sous revue, la Suisse a initié les démarches afin d'y participer. La procédure d'adhésion de la Suisse est en cours. La Suisse bénéficie cependant déjà d'un accès anticipé au programme, en attendant d'être officiellement membre du MSIAC.

Concept de nation cadre

Le concept de nations cadres (*Framework Nations Concept - FNC*), qui a été initié par l'Allemagne, offre une plateforme permettant à un groupe de pays de se réunir afin de soutenir le maintien et le développement de capacités existantes, ainsi que l'harmonisation du développement capacitaire futur. L'objectif de l'OTAN est de pouvoir déployer à moyen terme des troupes dotées de toutes les capacités critiques nécessaires. L'approche flexible du concept, la possibilité de déterminer le niveau d'implication et le choix ciblé de partenaires choisis ont permis d'identifier un potentiel pour la Suisse. La participation de l'armée aux projets FNC dans les domaines de la protection NBC et du *Host Nation Support* s'est poursuivie. En outre, l'armée observe d'autres projets FNC dans les domaines de la coopération civilo-militaire, de l'aide au commandement, du sanitaire et de la défense antimissile. Les participations suisses tiennent compte des limites imposées par le droit et la politique de neutralité.

Centre d'excellence pour la cyberdéfense en coopération

La participation de la Suisse au centre d'excellence pour la cyberdéfense en coopération situé en Estonie a débuté durant la période sous revue. Un spécialiste de l'armée a ainsi été détaché auprès de ce Centre à partir de l'été 2021 pour une durée de deux à trois ans. Le détachement d'un autre spécialiste d'armasuisse est prévu pour 2022. Ce partenariat institutionnalisé permet à la Suisse de bénéficier de toute l'offre du centre en matière de recherche dans les domaines tant militaires que civils.

Agence OTAN d'information et de communication

Lors de sa séance du 8 mai 2020, le Conseil fédéral a approuvé une convention établie avec l'Agence OTAN d'information et de communication (NCIA). Cette convention a finalement été signée le 25 novembre 2020. Ainsi, la Suisse renforce sa collaboration internationale dans le domaine des systèmes militaires de communication et d'information. La convention garantit une collaboration solide se fondant sur une nouvelle base légale. Les systèmes de communication et d'information ont une importance capitale pour le fonctionnement et la disponibilité opérationnelle de l'armée. La compatibilité technique, essentielle pour ces systèmes, permet aux forces armées de différents États de collaborer. Des moyens de communication répondant au même standard sont nécessaires, notamment pour participer à des exercices internationaux. Sur la base de la convention de 2020, deux accords techniques de mise en œuvre ont été conclus en 2021.

3.2.3 Offres en matière de formation et programmes de soutien régionaux

L'armée suisse a organisé en 2020 au total 10 cours d'instruction PPP et 8 en 2021 (voir 5.1). Il s'agit d'une réduction en comparaison des années précédentes. Celle-ci s'explique par la pandémie. Les cours étaient axés essentiellement sur l'instruction alpine, la formation à la conduite pour sous-officiers supérieurs, le droit international des conflits armés, la coopération entre organes civils et organes militaires, le déminage humanitaire et la formation à la communication. Dans la mesure du possible, les cadres sont formés selon le principe de la formation des formateurs (*train the trainers*).

En 2020, la certification de deux cours internationaux pour sous-officiers supérieurs et l'accréditation de la Formation supérieure des cadres de l'armée (FSCA) en tant qu'institution de formation reconnue par l'OTAN ont été initiées, au sens d'un projet pilote, afin que les cours proposés par la Suisse demeurent attractifs pour les participants internationaux.

Depuis 2006, l'armée suisse organise également des cours techniques d'évaluation des dépôts d'armes légères et de munitions dans le cadre de projets multilatéraux. En raison de la pandémie, le cours sur les munitions n'a pas pu avoir lieu en 2020, mais il a été organisé avec succès en 2021 avec 24 participants de 10 pays du PPP.

Concernant la formation des cadres, l'armée (SWISSINT) et le GCSP participent notamment à la rencontre annuelle des commandants des centres de formation et d'entraînement des partenariats (*Partnership Training and Education Centres - PTEC*). A la fois forum et réseau, cette rencontre permet d'échanger des informations et de partager des expériences dans le domaine de la formation.

3.2.4 Coopération en matière d'armement et de recherche

Les intérêts de l'armée et d'armasuisse dans le domaine de l'armement sont représentés par la participation à la Conférence des directeurs nationaux de l'armement (*Conference of National Armaments Directors - CNAD*) et à ses groupes de travail subordonnés, ainsi qu'aux structures connexes de l'OTAN. Les réunions annuelles au niveau des directeurs de l'armement se concentrent sur l'échange de connaissances en matière de technologie militaire et sur la nécessité d'un développement et d'une acquisition d'armements rentables. Durant la période sous revue, le directeur général de l'armement a participé aux deux réunions ouvertes à la Suisse. Lorsque cela est dans l'intérêt du DDPS, des spécialistes de l'armée et d'armasuisse participent à des groupes de travail et à des projets qui portent par exemple sur des essais communs ou sur l'élaboration de normes militaires. Ces derniers sont essentiels pour garantir la capacité de coopération militaire avec les forces armées des pays de l'OTAN (interopérabilité) et doivent aider à réduire la complexité, les coûts et les délais de développement des armements.

armasuisse entretient également des relations avec l'Agence d'approvisionnement et d'acquisition de l'OTAN (*NATO Supply and Procurement Agency - NSPA*) à Capellen au Luxembourg, et avec l'Agence de communication et d'information de l'OTAN (*NATO Communication and Information Agency - NCIA*). Au cours de la période sous revue, la collaboration avec la NCIA s'est intensifiée après la conclusion, fin 2020, d'un accord-cadre sur l'accès aux services dans le domaine C4ISR. L'industrie suisse peut participer aux projets de recherche industrielle de l'OTAN dans le cadre du groupe consultatif industriel de l'OTAN (*NATO Industrial Advisory Group – NIAG*). En outre, l'industrie peut également obtenir des informations sur les projets en cours et les possibilités de coopération dans le cadre du Forum industriel de l'OTAN (*NATO Industry Forum*).

La Suisse continue de participer à des projets et des forums de recherche dans le cadre de l'Organisation pour la science et la technologie (*Science and Technology Organisation - STO*) de l'OTAN, ce qui lui permet d'échanger des informations et des expériences. Ceux-ci renforcent l'expertise d'armasuisse au profit de l'armée et peuvent contribuer à réduire les risques technologiques et financiers liés à la durée de vie du matériel de l'armée. La collaboration de l'OTAN en matière de recherche est assurée par armasuisse et par des instituts de recherche et des entreprises mandatés par elle. Dans le domaine de la recherche, le développement efficace des compétences n'est généralement possible que de manière multilatérale, car c'est justement dans le domaine scientifique et technologique que la plupart des pays européens misent presque entièrement sur la coopération multilatérale. La coopération au niveau bilatéral n'est souvent possible que dans des domaines de niche sélectionnés.

Les activités menées dans le cadre des groupes de travail multilatéraux sont également l'occasion de développer des compétences en matière d'évaluation des technologies, qui peuvent être centrales dans les projets d'acquisition à venir.

4. Activités des centres de Genève

4.1 Centre de politique de sécurité – Genève (GCSP)

Le GCSP est l'un des deux centres de formation et d'entraînement des partenariats (PTEC) certifiés de Suisse. En sa qualité de PTEC, le GCSP défend ses intérêts dans le groupe des centres d'entraînement certifiés du PPP, ainsi qu'au sein du Groupement d'institutions d'études de défense et de sécurité du PPP. Au début de 2020, les activités du PTEC ont été annulées, puis peu conduites de manière virtuelle.

A partir de mars 2020, en raison de la pandémie, une grande partie des activités physiques du centre ont été rapidement organisées de manière virtuelle. Seules quelques cours et activités de dialogue ont été annulés.

Depuis 2019, un collaborateur du DDPS délégué au GCSP représente la Suisse au Consortium du Partenariat pour la paix des académies de défense et des instituts de politique de sécurité (PfPC). Le GCSP assure la co-présidence du groupe de travail sur les défis sécuritaires émergents au sein du PfPC. Ce groupe de travail a continué son travail exploratoire et d'analyse des problématiques liées à la guerre hybride qui avait été initié dès 2017. Une conférence hybride en ligne et à Munich a exploré les menaces hybrides durant la crise de la COVID-19 en 2020. En 2021, la problématique des transformations de la puissance internationale et leurs impacts sur la sécurité internationale a été le sujet d'une conférence d'experts tenue en mode hybride, en ligne et également à Neum en Bosnie-Herzégovine. Le futur programme de ce groupe portera sur les impacts sécuritaires des technologies émergentes. Dans ce cadre, le GCSP apportera également son soutien à la chaire suisse basée au Marshall Centre à Garmish. Le co-président de ce groupe a également donné des cours portant sur les technologies émergentes et la sécurité internationale.

L'offre de formation du GCSP compte près de septante cours, dont le cours d'instruction de huit mois sur la politique de sécurité (*Leadership in Security Course* - LISC), le cours de deux mois sur la politique européenne de sécurité (*European Security Course* - ESC), ainsi que le cours de deux mois sur les nouveaux défis en matière de politique de sécurité (*New Issues in Security Course* - NISC). Depuis 1995, ces trois cours peuvent être suivis par des représentants des États membres de l'OTAN et des États du Partenariat. Malgré la pandémie, ces cours ont été donnés de manière virtuelle. En 2020 et 2021, le GCSP a proposé plus de 70 cours de courte durée répondant à des besoins spécifiques en matière de formation en modes virtuel, hybride ou en face-à-face dans le respect des prescriptions locales.

Durant la période sous revue, les cours d'orientation pour les attachés de défense et les civils travaillant dans le domaine de la diplomatie militaire qui ont pu être réalisés ont été couronnés de succès. Ces cours sont très souvent organisés en collaboration avec d'autres PTEC situés à l'étranger, les collaborateurs locaux bénéficiant du soutien du GCSP pour leur planification, leur réalisation et leur suivi.

En raison de l'importance de la communication en face-à-face, les cours annuels PPP à l'intention des officiers généraux (*Annual Senior Officers' Seminar*) proposés par le GCSP en 2020 et en 2021 ont été annulés.

Le GCSP propose, avec sa *Global Fellowship Initiative*, des séjours de plusieurs mois aux spécialistes de la sécurité et aux décideurs politiques. Pendant la pandémie, cette initiative a été offerte de manière virtuelle. Des experts de l'OTAN profitent régulièrement de cette offre. Outre certaines activités de réseautage organisées spécifiquement pour les Fellows du GCSP au sein de la Genève internationale, ces experts suivent et/ou participent à toutes les formations et activités du Centre. Ils ont également accès aux différentes publications du GCSP et peuvent y contribuer. Le GCSP a également un réseau d'experts de renommée internationale. Certains experts sont en résidence au GCSP, d'autres experts associés transitent quotidiennement par le Centre. Les Fellows ont donc un accès privilégié à ces personnalités qui elles, sont ravies d'échanger avec eux sur leurs acquis.

De plus amples informations sont disponibles sous www.gcsp.ch.

4.2 Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité – Genève (DCAF)

En 2020-2021, le DCAF a continué à soutenir les processus de réforme du secteur de la défense en Europe de l'Est, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale, et a promu l'État de droit, les droits de l'homme et la bonne gouvernance dans l'ensemble des institutions de sécurité. Pour atténuer l'impact de la pandémie, les engagements opérationnels ont été réalisés virtuellement dans la mesure du possible, tandis que plusieurs études cartographiques et évaluations des besoins ont été préparées pour promouvoir les normes et les bonnes pratiques en matière de gouvernance du secteur de la sécurité.

Le DCAF a fourni des conseils sur les questions prioritaires de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Parlement ukrainien et au Groupe consultatif international en procédant à des examens des projets de loi sur le secteur de la sécurité, en organisant des consultations à Genève et en déployant des experts pour soutenir les consultations stratégiques entre les acteurs principaux en Ukraine. Après les élections législatives en Moldavie à l'été 2021, le DCAF a organisé une formation pour les membres nouvellement élus du Parlement Moldave à Genève sur la RSS.

Le DCAF a renforcé la collaboration avec l'Assemblée parlementaire (AP) de l'OTAN par l'organisation de webinaires pour les membres de l'AP-OTAN et leurs homologues des pays du PPP. Le DCAF et l'AP-OTAN ont lancé une étude sur le contrôle parlementaire du renseignement militaire, qui donne une analyse comparative des pratiques existantes dans les États membres de l'OTAN. Le DCAF a également préparé une étude sur le contrôle parlementaire de l'industrie de la défense, qui identifie les bonnes pratiques et le rôle des parlements dans le contrôle du secteur de l'industrie de la défense. L'objectif de ces études était d'identifier et de faciliter le transfert de normes et de bonnes pratiques vers les pays partenaires.

Le DCAF a renforcé ses activités dans le domaine du développement de l'intégrité (BI) en participant à la conférence annuelle BI et en contribuant aux discussions. En outre, le DCAF a mis en œuvre un programme de coopération pluriannuel avec le ministère de la Défense de la République de Géorgie pour développer et mettre en œuvre un cadre éthique pour le personnel de ce ministère. Dans le cadre de cette initiative, le DCAF et le ministère de la Défense de Géorgie ont organisé plusieurs tables rondes et formations axées sur la promotion des principes d'intégrité, de professionnalisme et d'excellence dans l'ensemble des structures du ministère grâce à l'élaboration d'un code d'éthique et à la création d'un conseil d'éthique. Dans ce cadre, le DCAF a coopéré avec l'équipe BI de l'OTAN et le bureau de liaison de l'OTAN en Géorgie.

Le DCAF a lancé un programme pluriannuel visant à protéger les droits des conscrits militaires. Le DCAF a élaboré le tout premier manuel juridique sur les droits des conscrits, qui examine l'application du droit international des droits de l'homme aux conscrits militaires, en mettant l'accent sur l'Europe orientale, le Caucase du Sud et l'Asie centrale. Le DCAF a également publié des études de cas sur les politiques et les pratiques des États en matière de conscription, et a développé un cours d'apprentissage en ligne pour les représentants de la société civile, les conseillers juridiques militaires et les autres parties prenantes concernées. Une étude sur les droits des conscrits dans les situations d'urgence nationale a également été préparée.

Le DCAF a redynamisé son soutien à la société civile en Europe de l'Est, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale en développant leurs capacités institutionnelles à soutenir des réformes inclusives et participatives visant à renforcer le contrôle démocratique des secteurs de la sécurité et de la défense en Arménie, en Azerbaïdjan, en Biélorussie, en Moldavie, en Géorgie, au Tadjikistan, au Kirghizistan, au Kazakhstan et en Ouzbékistan. Ces projets ont porté sur la lutte contre la corruption dans l'industrie de la défense, la coopération civilo-militaire, la surveillance du secteur de la défense et des violations des droits de l'homme dans les forces armées, l'évaluation des politiques sociales dans le secteur de la défense et le renforcement des capacités de la société civile dans le domaine du contrôle démocratique.

La Suisse est, avec les États-Unis, l'Allemagne, le Canada, l'Autriche et la Suède, un membre fondateur du Consortium du Partenariat pour la paix des académies de défense et des instituts de politique de sécurité (PfPC). Le DCAF a présidé le groupe de travail sur la réforme du secteur de la sécurité (SSR). La participation du DCAF au groupe de travail sur la réforme du secteur de la sécurité du PfPC a consisté à organiser des formations virtuelles pour les représentants des principales organisations de la société civile travaillant à la surveillance des droits de l'homme dans les forces armées, au contrôle parlementaire, à la réforme du secteur du renseignement et à la conduite des acteurs de la sécurité à la lumière de la COVID-19. Un atelier de formation pour les fonctionnaires parlementaires a également eu lieu virtuellement. Bien que les événements avec les membres des commissions parlementaires de sécurité et de défense n'aient pas pu avoir lieu en raison de la pandémie, un certain nombre d'études et de cours en ligne ont été traduits et diffusés dans le but d'améliorer la législation et le contrôle du secteur de la sécurité.

Le genre est resté une composante intégrale de l'engagement opérationnel du DCAF, comme en témoigne la traduction en russe et en géorgien de plusieurs outils de la boîte à outils Genre et sécurité, ainsi que l'intégration des aspects de genre dans le projet de code d'éthique et la composition du conseil d'éthique dans le cadre du projet de cadre éthique pour le ministère de la Défense de la République de Géorgie.

De plus amples informations sont disponibles sous www.dcaf.ch.

5. Annexes

5.1 Cours d'instruction du PPP en Suisse

Cours	Participants / États	
	2020	2021
<p>Swiss United Nations Military Observer Course (SUNMOC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours d'introduction est destiné aux futurs observateurs des engagements de l'ONU. Outre la connaissance des structures internationales, il vise à améliorer l'aptitude à communiquer, à gérer les problèmes de sécurité et à interagir avec les médias.</p>	--/--	14/2
<p>Introductory Course Peace Support Operations (ICPSO) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de base pour l'engagement en faveur de la paix vise à donner aux participants les principaux instruments et compétences et à les préparer à un engagement international sur le terrain.</p>	12/1	--/--
<p>Media & Communications Training Course, Advanced Level (KOMKA 2) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de perfectionnement est destiné aux officiers et collaborateurs civils qui ont déjà été engagés en tant que <i>public affairs / press and information officers</i> et qui sont pressentis pour travailler à un échelon supérieur. Ceux-ci y apprennent à appuyer les commandants dans la planification, l'organisation et l'évaluation de conférences de presse réalisées dans des conditions difficiles.</p>	5/3	8/6
<p>Winter Mountain Training Course (WMTTC) <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours d'hiver sur la montagne propose aux participants une formation sur la thématique de l'organisation d'opérations de recherche et de sauvetage.</p>	13/6	--/--
<p>Non-Commissioned Officers Intermediate Leadership Course (NCO Intern), 2 cours <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de niveau intermédiaire pour sous-officiers supérieurs prépare les participants à assumer un commandement à l'échelon d'une unité multinationale, à épauler et à conseiller leurs supérieurs, ainsi qu'à promouvoir la responsabilité et l'éthique à l'armée, tout en améliorant leurs capacités de conduite et de communication.</p>	14/7	23/17
<p>Non-Commissioned Officers Advanced Leadership Course (NCO Adv), 2 cours <i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de niveau avancé pour sous-officiers supérieurs prépare les participants à assumer un commandement, à épauler leurs commandants au sein d'une formation multinationale à partir de l'échelon du corps de troupe, ainsi qu'à mettre en place et à gérer un système de conseil dans un contexte international. Les participants améliorent leurs techniques de communication et apprennent à promouvoir la responsabilité et l'éthique à l'armée.</p>	--/--	10/8
<p>Mine Action Support Service Officer Course, 2 cours <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG / UNOPS</i></p> <p>Dans ce cours organisé avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et le CIDHG, les futurs spécialistes en logistique et en finances sont formés en prévision de leur engagement. Ce cours leur transmet des connaissances de base sur le déminage en mettant l'accent sur les prestations d'appui relevant de ce domaine (logistique, finances, administration). Il est obligatoire pour les experts suisses et sert de préparation à l'engagement.</p>	18/9	10/7 online
<p>Mine Action Support Service Officer Course, Senior Level <i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG / UNOPS</i></p> <p>Ce cours, organisé avec l'UNOPS et le CIDHG, permet aux experts de la logistique et des finances de se perfectionner en vue de leur engagement. Il transmet aux participants des connaissances avancées sur le déminage en mettant l'accent sur les prestations d'appui relevant de ce domaine (logistique, finances, administration). La participation à ce cours est ouverte aux experts suisses déjà engagés pour leur permettre d'accéder à des postes de niveau senior. Au sortir de ce cours, les</p>	18/16	--/--

participants peuvent occuper des postes plus élevés dans les programmes d'élimination des mines.		
<p>International Mine Action Standards (IMAS) and Compliance</p> <p><i>Organisation / réalisation : DDPS / CIDHG</i></p> <p>Ce cours donne un aperçu des normes internationales en matière de déminage, en accordant une attention particulière à leur mise en œuvre dans les États concernés. Il vise à conformer les normes nationales de l'action contre les mines (NMAS) aux normes internationales en la matière (IMAS).</p>	19/12 En ligne	--/--
<p>International Humanitarian Law and Military Medicine Ethics in Armed Conflicts</p> <p><i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Destiné au personnel médical, ce cours de base sur les principes du droit international public et de l'éthique dans les conflits armés met l'accent sur la responsabilité particulière du public-cible. Son objectif est de motiver les participants à promouvoir l'enseignement du droit international humanitaire et de l'éthique dans la médecine militaire au sein de leur pays.</p>	16/10	--/--
<p>Military Medical Personnel Course for the Balkan Area (MMPC)</p> <p><i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours de préparation à un engagement dans les Balkans permet au personnel médical militaire de se perfectionner en techniques invasives d'urgence et mesures immédiates pour sauver des vies. De plus, il aide les participants à élaborer leur propre documentation d'instruction et d'entraînement.</p>	--/--	19/7
<p>Non-Technical Survey Training Course (NTS)</p> <p><i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours intensif de dix jours vise à améliorer les compétences en matière d'enquêtes non techniques des autorités nationales chargées du déminage ainsi que des organes d'exécution et autres acteurs nationaux et internationaux tels que l'armée ou la police. Il s'adresse à des collaborateurs engagés sur le terrain et à des cadres moyens ou supérieurs souhaitant élargir leurs connaissances, notamment dans le domaine des enquêtes, et apprendre les bonnes pratiques en la matière.</p>	--/--	19/16
<p>Explosive Ordnance Reconnaissance (EOR)</p> <p><i>Organisation / réalisation : DDPS</i></p> <p>Ce cours apprend aux participants à identifier des moyens de combat en fonction de leur catégorie (système d'armes), du type d'ogive et des dangers inhérents. Il traite également du comportement à adopter dans un secteur d'engagement (ou d'opération) contaminé par des munitions non explosées ou abandonnées, des engins explosifs improvisés ou des mines terrestres.</p>	17/12	--/--
<p>International Humanitarian Law and Military Medical Ethics in Times of Armed Conflicts (LoACMME)</p> <p><i>Organisation/Durchführung: VBS</i></p> <p>Ce cours familiarise les officiers et les membres des services médicaux et juridiques des forces armées avec les règles et les principes du droit des conflits armés (Law of Armed CONflicts (LoAC) et de l'éthique médicale militaire en temps de conflit armée (Military Medical Ethics in times of armed conflicts (MME)</p>	16/10	--/--
<p>Ammunition and Staff Assessment Visit Course (ASAVC)</p> <p><i>Organisation/Durchführung: VBS</i></p> <p>L'objectif de ce cours est de présenter aux étudiants les principes de base de gestion et de sécurité des sites de stockage de munitions (Ammunition Storage Sites ASS) conformément aux normes internationales et aux meilleures pratiques. En outre, le cours fournit aux participants les connaissances de base afin de mener des visites de vérification sur les sites de stockage de munitions.</p>	--/--	24/12
<p>Tactical Combat Casualty Care Provider (TC3)</p> <p><i>Organisation/Durchführung: VBS</i></p> <p>Ce cours vise à développer les compétences médicales basiques nécessaires à la prise en charge des blessés en situation de combat.</p>	--/--	22/7

<p>European Security Course (ESC)</p> <p>Ce cours annuel de deux mois est consacré aux questions de sécurité euro-atlantique dans le contexte global. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un environnement international. Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres États.</p>	21/20	22/19
<p>Leadership in Security Course (LISC)</p> <p>Ce cours annuel de huit mois est consacré aux questions de sécurité régionale et mondiale. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un contexte international. Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres États.</p>	22/22	20/19
<p>New Issues in Security Course (NISC)</p> <p>Ce cours annuel de deux mois est consacré aux défis actuels et futurs de la sécurité mondiale. Il s'adresse à des personnes confrontées professionnellement aux questions de politique de sécurité et travaillant dans un contexte international. Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres États.</p>	--/--	29/23
<p>Defence Attaché Orientation Modules</p> <p>Ce module de formation d'une semaine est destiné aux représentants de ministères de la défense qui sont engagés dans un environnement multilatéral. Il est dispensé à Genève, à Amman (Jordanie) et à Sarajevo (Bosnie et Herzégovine). Proposé dans le cadre du PPP, il est également ouvert aux participants d'autres États.</p>	Genève : 29/21 Autres (total) : --/--	Genève : --/-- Autres (total) : 24/10

5.2 Host Nation Support accordé par la Suisse (à partir de 20 personnes)

Manifestation	Date / lieu	Participants
<p>FMN OCWG</p> <p>Federated Mission Networking Operational Coordination Working Group</p> <p>Séance de groupe de travail</p>	14-17.9.2021 Zürich-Kloten	20
<p>COMEDS Steering Group</p> <p>Committee of the Chiefs of Military Medical Services in NATO</p> <p>Séance de groupe de travail</p>	27-26.2.2021 Berne	38

5.3 Exercices effectués dans le cadre du PPP

Exercice	Participants suisses	
	2020	2021
<p>CYBER COALITION 20/21 Exercice de cyberdéfense à Tallin (Estonie)</p> <p>L'exercice avait pour but d'améliorer la capacité de coopération entre l'OTAN, ses membres et les pays partenaires. L'accent a été mis sur les procédures techniques et opérationnelles ainsi que sur le processus de prise de décision. Pour la Suisse, l'accent a été mis sur le test de certaines composantes dans le cadre du réseau de mission fédéré.</p>	20 Participants en Suisse	2 observateurs sur place
<p>CROSSED SWORDS 20/21 Exercice technique de cyberdéfense du Centre d'excellence de l'OTAN pour la cyberdéfense en coopération (CCDCoE) à Tallinn (Estonie)</p> <p>L'exercice a permis de préparer les équipes de cyberattaque, qui ont ensuite participé à l'exercice subséquent LOCKED SHIELDS.</p>	1	4
<p>LOCKED SHIELDS 21 Exercice technique de cyberdéfense du CCDCoE à Tallinn (Estonie)</p> <p>L'exercice avait pour but de vérifier techniquement les cybercapacités des équipes d'attaque et de défense dans un environnement fictif, y compris la clarification de questions de droit international.</p>	-	15 sur place 30 en Suisse
<p>STEADFAST JUPITER Exercice d'état-major assisté par ordinateur à Brunssum (Pays-Bas)</p> <p>L'exercice visait à préparer la Force de réaction de l'OTAN 2022 et ses quartiers généraux compétents. Il était basé sur un scénario de prévention des conflits et de défense collective dans la région de la mer Baltique. La Suisse n'a donc envoyé que deux observateurs à cet exercice.</p>		2 observateurs

5.4 Autres manifestations

Manifestation	Participants / États	
	2020	2021
Table ronde de Chambésy sur la sécurité dans l'espace est-européen <i>Organisation / réalisation : DFAE / GCSP</i>	--/--	23/11
Zermatt Roundtable on Current Security Issues in the North Pacific Region <i>Organisation / réalisation : DFAE / GCSP</i>	--/--	23/7 (virtuel)

5.5 Finances

Activités du DDPS	Montants (en CHF)		Activités du DFAE	Montants (en CHF)	
	2020	2021		2020	2021
Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	479 185	331 678	Offres de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	170'034	29'874
Participation de la Suisse (cours, ateliers, etc.)	306 796	586 427			
Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	696 919	798 839	Projets de coopération (fonds d'affectation spéciale PPP, formation)	320'000	430'000
Délégations (Mission suisse auprès de l'OTAN, à Bruxelles, et militaires de carrière en poste à l'OTAN)	509 828	451 578			
Dépenses du DDPS	1 992 728	2 168 522	Dépenses du DFAE	490'034	459'874
Dépenses totales 2020				2'482'762	
Dépenses totales 2021				2'628'396	
Dépenses totales 2020/2021				5'111'158	

5.6 Abréviations

ACO	Allied Command Operation ou Commandement allié Opérations
ACT	Allied Command Transformation ou Commandement allié Transformation
AP-OTAN	Assemblée parlementaire de l'OTAN
ASDE	Air Situation Data Exchange ou Programme d'échange de données sur la situation aérienne
CAN	Conseil de l'Atlantique Nord
CCDCoE	Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence ou Centre d'excellence pour la cybersécurité en coopération
CEPC	Civil Emergency Planning Committee ou Comité des plans d'urgence dans le domaine civil
CIDHG	Centre international de déminage humanitaire – Genève
CPEA	Conseil de partenariat euro-atlantique
CNAD	Conference of National Armaments Directors ou Conférence des directeurs nationaux de l'armement
DCAF	Centre for the Democratic Control of Armed Forces ou Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
ECHO	Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations ou Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire de la Commission européenne
FMN	Federated Mission Networking ou Réseau de mission fédéré
FNC	Framework Nations Concept ou Concept de nations cadres
GCSP	Geneva Centre for Security Policy ou Centre de politique de sécurité – Genève
IPCP	Individual Partnership Cooperation Program ou Programme individuel de partenariat et de coopération
KFOR	Kosovo Force
MSPC	Military Strategic Partnership Conference ou Conférence du partenariat stratégique militaire
MENA	Middle East and North Africa ou Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO)
NCIA	NATO Communications and Information Agency ou Agence de communication et d'information de l'OTAN
NIAG	NATO Industrial Advisory Group ou Groupe consultatif industriel de l'OTAN
NSPA	NATO Support and Procurement Agency ou Agence d'approvisionnement et d'acquisition de l'OTAN
OFAE	Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays
OFPP	Office fédéral de la protection de la population
OPC	Operations Policy Committee ou Comité des politiques opérationnelles
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PARP	Partnership for Peace Planning and Review Processus ou Partenariat pour le processus de planification et d'examen du PPP
PCSC	Partnerships and Cooperative Security Committee ou Comité des partenariats et de la sécurité coopérative
PfPC	Partnership for Peace Consortium of Defense Academies and Security Studies Institutes ou Consortium du Partenariat pour la paix des académies de défense et des instituts d'études de sécurité
PIAG	Partner Interoperability Advocacy Group ou Groupe de conseil sur l'interopérabilité des partenaires)

PPP	Partenariat pour la paix
PTEC	Partnership Training and Education Centres ou Centres de formation et d'entraînement des partenariats
STO	NATO Science and Technology Organization ou Organisation pour la science et la technologie
SWISSINT	Swiss Armed Forces International Command ou Centre de compétences de l'Armée suisse pour les engagements à l'étranger
VNC	Voluntary National Contributions ou Contribution nationale volontaire
WEP	Western European Partners ou Partenaires d'Europe occidentale (Autriche, Finlande, Irlande, Suède et Suisse)
7NNN	7 Non-NATO (North Atlantic Treaty Organization) Nations ou 7 États partenaires de l'OTAN (Autriche, Australie, Finlande, Irlande, Nouvelle Zélande, Suède et Suisse)

5.7 Liens

Partenariat pour la paix (PPP), site suisse	www.pfp.admin.ch
Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève	www.dcaf.ch
Centre de politique de sécurité – Genève	www.gcsp.ch
Mission suisse auprès de l'OTAN	www.eda.admin.ch/missions/mission-nato-brussels/fr/home.html